



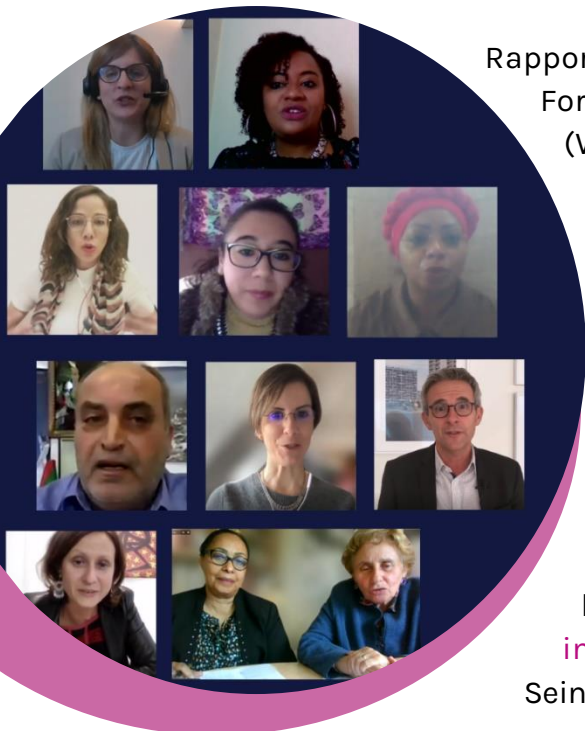
OIVF
OBSERVATOIRE
INTERNATIONAL
DES VIOLENCES
ENVERS LES FEMMES



CGLU
Commission

Inclusion Sociale,
Démocratie Participative
et Droits Humains

Garantir le droit à la ville pour tous et toutes Les collectivités locales s'engagent à lutter contre les violences faites aux femmes



Rapport de la session tenue le 7 octobre 2021 dans le cadre du Forum mondial des villes pour les droits humains 2021 (WHRCF) par la Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU (CGLU-CISDPDH) et le Conseil départemental de la Seine Saint Denis avec le soutien de l'Agence Française de développement (AFD).

Cette session a réuni des représentants locaux et des partenaires internationaux pour échanger des perspectives et des expériences concrètes menées par les pouvoirs locaux pour lutter contre les violences faites aux femmes. Il s'agissait du premier événement de l'agenda international du projet « **Observatoire international des violences envers les femmes** » par la Seine Saint Denis et CGLU avec le soutien de l'AFD.

Le **Forum mondial des villes des droits humains** (WHRCF) se tient chaque année dans la ville de Gwangju, en Corée du Sud. Après avoir tenu plus de 10 éditions consécutives, il s'est consolidé comme un point de rencontre fondamental pour le mouvement mondial des villes des droits humains. Il est organisé chaque année par le Centre international de Gwangju, la CGLU-CISDPDH et l'Institut Raoul Wallenberg avec l'appui de le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et l'UNESCO.

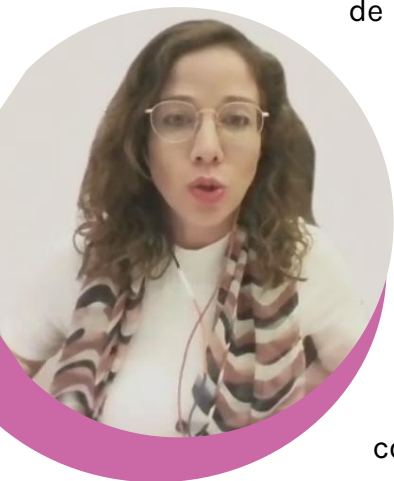
Avec le soutien de :



Ouverture de l'événement

Un projet basé sur les expériences locales et la coopération multipartite

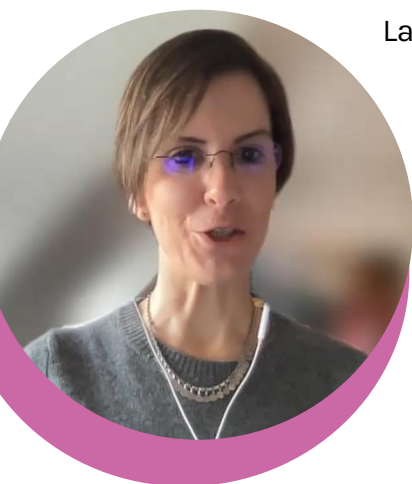
Alors que les violences faites aux femmes (VFF) constituent l'un des principaux défis en matière de droits humains au niveau local, les collectivités territoriales adoptent de plus en plus de mesures proactives pour faire face à cet enjeu de société largement partagé à travers le monde. **Amanda Fléty**, coordinatrice de la CGLU-CISDPDH, a rappelé l'impact de la pandémie qui a mis en lumière et exacerbé les violences faites envers les femmes tout en montrant le rôle central des politiques publiques et des pouvoirs locaux, et pour améliorer de façon significative les conditions de vie des femmes victimes de violences. En ce sens, les échanges internationaux et la coopération décentralisée entre collectivités locales peuvent contribuer à la diffusion tant d'expériences consolidées que d'initiatives ayant émergé dans le contexte de crise, faisant avancer l'engagement des pouvoirs locaux pour des territoires garants des droits des femmes et du droit à la ville.



Ainsi, le projet de coopération internationale « Pour des territoires protecteurs des violences faites aux femmes » mené par la Seine-Saint-Denis (France) et soutenu par l'Agence française de développement (AFD) est une proposition tout à fait significative à cet égard. Le président du Conseil départemental de la Seine Saint Denis et co-président de la CGLU-CISDPDH, **Stéphane Troussel**, a partagé l'initiative de ce projet, résultat d'efforts politiques de long terme afin de prévenir et de traiter les VFF au niveau territorial par la coopération des acteurs locaux, des efforts de sensibilisation et des mécanismes de protection inconditionnelle. A travers un partenariat avec CGLU, ce projet international (2021-2024) visera à rassembler des villes du monde entier, y compris les partenaires du CD93, afin de lutter contre les VFF par le biais de la coopération, de l'échange, de la formation et du plaidoyer afin de permettre la mise en œuvre de politiques publiques locales concrètes, comme l'Observatoire des VFF de la Seine-Saint-Denis.



La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, **Reem al Saleem**, a également mis l'accent sur le rôle fondamental de la coopération municipale dans la lutte contre les violences sexistes, en particulier par le biais du réseau CGLU. Elle a souligné le rôle clé des politiques locales pour lutter efficacement contre les VFF, en citant des exemples tels que l'offre de protection aux victimes, la création de directives pour l'application de la loi ou le lancement de campagnes et autres



initiatives de sensibilisation. Elle a enfin expliqué que le mandat de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies a bénéficié amplement des informations partagées par les gouvernements locaux pour le dernier rapport annuel, et qu'elle se réjouissait de poursuivre cette collaboration dans les années à venir pour atteindre un objectif commun : des villes sans violence à l'égard des femmes.



Première table ronde

Explorer les perspectives politiques des gouvernements locaux et territoires urbains

La première table ronde de l'événement a été modérée par **Federico Poitier**, chargé de mission au Secrétariat mondial de CGLU. Il a invité les intervenants à réfléchir sur la diversité de la situation des femmes et que cette table ronde aiderait à reconnaître les différents besoins dans les espaces publics et privés.

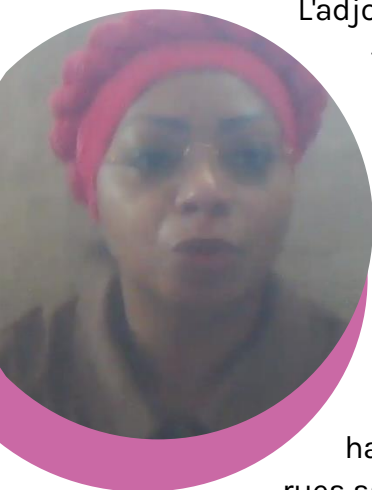
Selon la Maire adjointe de Quito (Equateur), **Gissela Chalá**, « la lutte contre les violences faites aux femmes est une urgence de santé publique qui s'est imposée d'elle-même avec suffisamment de brutalité et de déshumanisation dans le contexte de la pandémie ». Cependant, les violences faites aux femmes, notamment dans l'espace public, étaient préexistantes et ont été invisibilisées depuis trop longtemps. Gissela Chalá a ajouté que les politiques visant à garantir le droit à la ville et à réaliser des villes exemptes de violence, devaient d'abord s'attaquer aux impacts sociaux et économiques de l'urbanisation. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre les inégalités matérielles ou aux autres formes de ségrégation, mais aussi de modifier les modèles de production sociale et symbolique de la ville : « Nous devons d'abord reconnaître que les villes ne sont pas neutres dans leur conception ; elles ont tendance à ségréguer et à exclure des activités et des personnes qui ne s'inscrivent pas dans la vision de ce qui est normal ».



Gissela Chalá, première femme afro-équatorienne à devenir conseillère municipale de la capitale, a enfin rappelé l'importance du rôle de la municipalité pour promouvoir l'action collective et la sensibilisation dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Quito dispose d'une solide politique en matière de droits humains et a récemment adopté l'accord municipal « Quito sans violence de genre ». Ces politiques se centrent sur des questions telles que la protection des filles dans la lutte contre le travail des enfants ou l'offre d'un abri aux femmes et aux filles en situation de grand danger. Afin de prévenir les féminicides, Quito a également mis en place un système de protection intégrale en

collaboration avec les tribunaux et le système judiciaire locaux. Enfin, Quito met également en place des mesures de prévention des VFF dans les espaces publics avec un regard socio-spatial. Ces efforts ont été adaptés pour répondre aux nouveaux défis posés par la pandémie de COVID-19.

Mme Chalá a conclu en partageant sa vision des « villes solidaires et des villes des droits humains, basées sur le *buen vivir* (bon vivre) », en insistant sur l'importance de représenter ceux qui ont toujours vécus dans l'exclusion. Pour elle, il faut avancer vers le droit à la ville et examiner cette « nouvelle normalité », qui pourrait signifier un retour « à des villes aux schémas racistes et patriarcaux qui intègrent la violence comme une norme de la vie quotidienne des habitants ». Mme Chalá a appelé à une action collective des gouvernements locaux basée sur une sororité politique et militante. Cette alliance devrait s'attacher à placer l'aide sociale au centre et à produire de nouvelles valeurs politiques, s'attaquer au phénomène de féminisation de la pauvreté en renforçant l'économie solidaire, fournir des données locales et s'attaquer aux inégalités structurelles. « *Pour changer la ville, nous devons d'abord nous changer nous-mêmes et les femmes seront le moteur de ce changement* ».



L'adjointe au maire de Libreville (Gabon) et membre du Réseau africain des femmes élues locales (REFELA), **Annie Chrystel Limbourg**, a expliqué comment son administration a déployé de nombreux efforts pour lutter contre les VFF au niveau territorial, même si Libreville manque d'outils concrets pour avoir un impact plus important. Mme Limbourg a célébré le dynamisme de l'innovation politique du projet par le CD93, qui peut avoir un impact très positif pour des villes comme Libreville. L'accent mis par le projet sur le plaidoyer politique est également pertinent pour Libreville ; une ville qui a promu des changements législatifs au niveau national pour mieux protéger les femmes du harcèlement sexuel et de la violence ou les enfants vivant seuls dans les rues sans accès à la citoyenneté et à la protection.

La politique de Libreville en matière de VFF s'appuie fortement sur une coopération continue avec les acteurs sociaux et la société civile, ce qui permet de fournir des soins aux enfants non accompagnés ou aux femmes ayant un besoin urgent de protection. La coopération avec les acteurs locaux cherche également à gagner la confiance des femmes, qui hésitent encore trop souvent à parler de leur situation ou à s'adresser aux autorités locales pour demander une protection. La sensibilisation devrait encourager les femmes à dénoncer les situations de maltraitance dans lesquelles elles peuvent vivre. Mme Limbourg a souligné l'importance de promouvoir un changement de récit, « *de la femme victime à la femme combattante* ». Elle a également évoqué la violence à l'égard des femmes en matière de participation politique. Elle a souligné comment le plaidoyer politique devrait non seulement favoriser une plus grande participation des femmes sur les listes électorales, mais

aussi une plus grande protection et un plus grand soutien pour qu'elles puissent s'organiser et être mieux à même de représenter la voix des personnes qui les ont fait élire. C'est l'un des principaux objectifs du réseau REFELA, avec le renforcement des capacités et la sensibilisation des élus locaux sur le continent africain.



Les gouvernements locaux disposent d'une solide expérience en matière de politique de protection des femmes, comme l'a rappelé la directrice adjointe de l'inclusion et du bien-être d'Iztapalapa (Mexico), **Angelica Olivares**. La politique d'Iztapalapa s'inscrit dans le contexte d'un territoire métropolitain périphérique où les VFF sont particulièrement répandues. Un exercice de cartographie développé par la même municipalité a permis d'identifier les points chauds des VFF dans l'espace public permettant la reconnaissance des VFF comme un problème de santé publique qui place les femmes dans une situation désavantageuse dans tous les contextes (non seulement dans les espaces publics ou les interactions sociales, mais aussi au niveau domestique, car la plupart des viols ont lieu dans le contexte familial). S'appuyant sur le droit international existant, l'engagement d'Iztapalapa se fonde sur le fait que la lutte contre la violence à l'égard des femmes est une question de garantie des droits humains qui doit être institutionnalisée par une politique structurelle de la municipalité (et ne dépend donc pas uniquement de la volonté politique).

Iztapalapa a mis en place plusieurs initiatives pour protéger les femmes dans les espaces publics, comme l'initiative "Camino Mujeres Libres y Seguras" (Route des femmes libres et en sécurité), qui a amélioré l'accessibilité, la mobilité et l'éclairage des espaces publics tout en présentant des œuvres d'art de rue et en favorisant un sentiment de sécurité. L'initiative "Siempre Vivas" (Toujours Vivantes) a formé des centaines de professionnels à la sensibilisation dans le contexte familial grâce à un important travail de porte à porte sur le terrain qui permet également l'identification des situations à risque. Cette initiative compte par ailleurs des centres d'hébergement d'urgence dédiés, avec une prise en charge intégrale des victimes. La municipalité a également mis l'accent sur la formation des agents de police afin de mieux identifier et traiter les situations à risque. Enfin, Mme Olivares a mentionné le programme "Mujeres estudiando" (femmes qui étudient) et le programme de soins public comme deux politiques qui visent à soutenir le travail des femmes et souligner leur rôle économique et social.

Fabiana Goyeneche, directrice des relations internationales de Montevideo, a rappelé que les VFF sont une autre pandémie qui n'a pas été combattue depuis trop longtemps et que la vision de villes solidaires est plus importante que jamais. Montevideo a été une ville pionnière en ce domaine il y a 30 ans. Ces politiques ont de fait inspiré la mise en œuvre d'initiatives connexes au niveau national. Montevideo

met actuellement en œuvre son troisième plan pour l'égalité afin d'intégrer la dimension du genre dans son mandat local. La Ville dispose désormais d'une institution spécialisée rattachée au bureau du maire afin de mieux intégrer cette approche dans l'ensemble du gouvernement, du budget à la mise en œuvre.



Mme Goyeneche a également noté que la crise économique et sanitaire actuelle a un impact plus profond sur les femmes et menace les résultats positifs obtenus dans ce sens au cours des dernières décennies. Montevideo a mis en œuvre un plan de relance appelé "Plan ABC" pour faire face à la crise du COVID-19 par des interventions spécifiques dans des domaines tels que l'accès à la nourriture, l'emploi, le logement et les violences faites aux femmes. Ce plan est basé sur l'intégration d'une approche par l'intersectionnalité et le genre. Montevideo considère que ces innovations d'urgence vont devenir structurelles. En effet, au cours de la dernière période, la Ville s'est centrée sur le renforcement des capacités de son propre personnel municipal et des initiatives liées aux VFF.

Deuxième table ronde

Avancer vers une coopération internationale sur les violences faites aux femmes entre les pouvoirs locaux



La directrice du Service International de la Seine Saint Denis et de l'initiative Via Le Monde, **Magali Fricaudet**, a salué les propos de ces leaders locaux et l'appel à la sororité politique et militante. Elles seront une source d'inspiration pour le projet de la Seine Saint Denis sur le rôle des gouvernements locaux dans la lutte contre les VFF, qui vise à promouvoir la coopération décentralisée entre les autorités locales afin d'échanger des connaissances, de favoriser la mise en œuvre de politiques et de plaider conjointement au niveau des Nations unies et au niveau international.



Afin de fournir un meilleur contexte de ce que pourrait être un observatoire local sur les VFF, la directrice de l'Observatoire départemental des VFF de la CD93, **Ernestine Ronai**, a pris la parole pour partager le contexte de son propre territoire. Le travail de la Seine Saint Denis sur les VFF a commencé il y a deux décennies autour de la mise en œuvre de la Charte européenne des droits fondamentaux. Ce travail a permis d'établir un modèle fructueux basé sur trois éléments : rassembler tous les acteurs travaillant sur les VFF au niveau local ; développer un diagnostic

partagé et améliorer les outils de suivi et la collecte de données ; développer des politiques efficaces à un niveau territorial.

Mme Ronai a souligné comment l'expérience politique de la Seine Saint Denis a toujours été basée sur l'apprentissage de solutions innovantes mises en œuvre dans d'autres territoires comme l'Espagne, le Venezuela ou la Suède. Mme Ronai a noté qu'elle a été inspirée par les présentations des autres participantes, et a rappelé comment un travail collectif sur la VFF parmi les autorités locales peut aider à protéger les femmes à travers l'apprentissage mutuel et le plaidoyer collectif. Le projet de la Seine Saint Denis réunira les collectivités locales pour établir un diagnostic partagé, favoriser le partage des connaissances, proposer des programmes de formation et créer des outils de sensibilisation des citoyens.



Le maire **Al Sadi Fayes** de Jénine (Palestine) a pris la parole en tant que ville partenaire de la Seine Saint Denis, qui souhaite désormais prendre part à ce projet. S'appuyant sur le travail de coopération précédent avec la Seine Saint Denis, Jénine fera tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les droits des femmes. Il ne s'agit pas seulement de les protéger de la violence - dans le cas de Jénine, il s'agit d'une double violence due à l'occupation - mais aussi de soutenir leur rôle dans l'administration publique et la démocratie locale. Jénine bénéficiera à travers le projet de l'échange de points de vue et d'expériences pratiques avec d'autres gouvernements locaux et territoires du monde entier qui l'aideront à renforcer ses capacités.



La Gouverneure de Ngazidja (Comores) **Sitti Farouata Mhoudine** a pris la parole pour réaffirmer la volonté de son territoire de rejoindre le projet. En tant que personnalité publique, Mme Farouata s'est fait entendre pour défendre les droits des femmes. Il n'a pas été facile de s'attaquer aux VFF par le biais de politiques, notamment en raison des valeurs traditionnelles qui prévalent. Cependant, l'engagement des femmes et la réforme législative (les Comores ont récemment adopté une nouvelle constitution qui offre de meilleures garanties dans la lutte contre les VFF) ont apporté un soutien essentiel. Mme Farouata pense que la mise en place d'un observatoire local permettrait d'éradiquer ce problème, en bénéficiant des récents changements dans la structure juridique de l'État. Pour Ngazidja, la sensibilisation est essentielle, notamment pour que les femmes comprennent mieux leurs droits et la loi. Cet observatoire pourrait aider à articuler le soutien sanitaire, juridique et psychologique existant pour les victimes de viols.

À la clôture de l'événement, certains participants à la session ont fait part de leurs réflexions aux intervenants. Un intervenant a souligné comment, dans le contexte de la société coréenne, cette question des violences faites aux femmes est souvent

négligée tant qu'il n'y a pas de blessures corporelles importantes. Il y a un manque de protection juridique et de sensibilisation politique. D'autres participants coréens ont fait part de leur intérêt pour les pratiques présentées au cours de la session.

En conclusion, les panélistes ont souligné qu'ils partageaient tous le même objectif, car les femmes victimes de violence sont les mêmes partout (Libreville). Il s'agit de protéger les droits des femmes en tant que droits humains (Montevideo), mais aussi d'inviter davantage de personnes à rejoindre cet appel, non seulement les femmes mais aussi les hommes (Iztapalapa). Avancer une feuille de route commune et souligner le rôle des femmes dans la société (Quito) permettrait d'obtenir des résultats dans ce combat de longue haleine (Comores) grâce à une coopération décentralisée, un apprentissage mutuel et un plaidoyer commun (Seine Saint Denis). Si elles luttent ensemble, les villes deviendront plus fortes afin que les femmes puissent jouer un plus grand rôle à l'avenir et voir leurs droits protégés (Jénine).

La Seine-Saint-Denis et la CISDPDH ont enfin invité les collectivités territoriales qui le souhaitent à se joindre à la dynamique de travail internationale porté par le projet « pour des territoires protecteurs des violences faites aux femmes ».

Contactez avec le Secrétariat de la CGLU-CISDPDH (cisd1@uclg.org) pour en savoir plus sur ce projet et sur la manière de participer au projet d'observatoire.